

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

**Accès à l'information et protection
des renseignements personnels**

Rapport annuel 2001-2002

Octobre 2002

Table des matières

	Page
Le Contexte	4
I. Organisation du bureau de l'AIPRP et mise en application des Lois	6
II. Activités principales du bureau de l'AIPRP	7
III. Autres responsabilités	8
IV. Défis	10
V. Progrès réalisés	11
Partie I – Accès à l'information	
Interprétation/explication	12
Demandes traitées	12
Demandeurs	13
Plaintes	14
Affaires portées devant la Cour fédérale	14
Partie II – Protection des renseignements personnels	
Interprétation/explication	15
Demandes traitées	15
Plaintes	16
Demandes de correction de renseignements	16
Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels	16
Voies officielles et non officielles	16

Divulgateion aux termes de l'alinéa 8(2)e	17
Usage et divulgation	17
Affaires portées devant la Cour fédérale	17

Annexe A - Rapport statistique, *Loi sur l'accès à l'information*

Annexe B - Rapport statistique, *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe C - Responsabilités obligatoires du Ministère

Le Contexte

LE BUREAU DE L'AIPRP DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Tout comme le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international joue le rôle d'une interface entre les considérations politiques intérieures et les réalités internationales, le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) est l'intermédiaire entre le Ministère et les demandeurs. Mais, comme le MAECI s'étend d'Ottawa jusqu'à ses missions éparpillées partout sur le globe, le Bureau de l'AIPRP a un rôle particulier – parfois difficile – à jouer.

Une foule de sujets

Les demandes reçues en 2001-2002 portaient sur une vaste gamme de sujets: événements politiques (tel que la tragédie du 11 septembre), affaires consulaires (Canadiens en difficultés à l'étranger), questions relatives à l'ALENA, questions concernant les finances, problèmes d'importation et d'exportation, relations du Canada avec différents pays, renseignements sur les passeports, questions de personnel, nominations d'ambassadeurs, droits de la personne, survol du Canada par des avions étrangers, relations entre les provinces et des gouvernements étrangers, NORAD, protocole de Kyoto, G8, messages électroniques des gestionnaires du Ministère, immunité diplomatique... ainsi que d'autres sujets encore.

Un exemple, parmi d'autres, d'un sujet ayant retenu l'attention du public canadien était le décès d'une résidente d'Ottawa et du procès du diplomate russe responsable. L'examen des 9000 pages de documents a été d'autant plus soigneux qu'il était important de traiter avec tact les familles en cause et de ménager les susceptibilités des gouvernements étrangers.

Les défis qui se posent au Ministère

Les employés du Ministère se déplacent souvent, passant d'affectations à l'administration centrale à d'autres dans des missions à l'étranger et vice-versa. Il incombe au Bureau de l'AIPRP d'assurer la continuité de l'information et de sensibiliser chacun aux obligations juridiques découlant de la *loi*. La sensibilisation des collègues aux dispositions des deux *lois* est une préoccupation importante. Compte tenu de l'accroissement exponentiel de l'information, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a entrepris, comme d'autres organismes fédéraux, de réviser ses systèmes de gestion des documents et de stockage de l'information. Dans ce contexte, le Bureau de l'AIPRP fait de sérieux efforts pour rappeler aux agents l'importance d'une bonne gestion des documents et de l'information et pour encourager les collègues à enregistrer et à garder tous les écrits relatifs à leur travail.

Compte tenu de l'augmentation incessante du nombre total de demandes (voir graphique 1998-2002 à la page 12), ainsi que du nombre de demandes de consultation et du nombre total de pages examinées (voir graphique, page 11), l'accroissement du rendement du Bureau de l'AIPRP a constitué un objectif prioritaire. À cette fin, un nouveau Guide des procédures a été initié en 2001-2002 après un examen complet du processus. Nous revoyons aussi très soigneusement les programmes informatiques spécialisés et les outils de communication dont nous nous servons pour assurer une efficacité maximale.

Demandeurs

Au cours de l'exercice, les demandeurs (voir graphique, page 13) se recrutaient souvent parmi les membres des médias, clairement indiqué par l'augmentation de 86 % dans le nombre de demandes provenant de ce groupe. Ceci reflète l'intérêt que les Canadiens portent au travail du Ministère et à ses interventions dans de nombreux domaines publics.

Bilan des efforts déployés

Depuis 1999, le Commissaire à l'information du Canada a adopté une nouvelle approche en matière de surveillance des activités des ministères et organismes fédéraux. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et d'autres ministères ont été choisis pour faire l'objet d'un suivi particulier qui s'est poursuivi dans les années suivantes. Pendant cette période, le Ministère a réussi à augmenter la proportion des réponses données à temps, ce qui a mené le Commissaire à l'information à faire quelques observations élogieuses cette année: « Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) est parvenu à réduire le nombre de demandes qui sont traitées après les délais prescrits par la *Loi sur l'accès à l'information*. [...] un progrès important et encourageant [...] le Ministère est encouragé à poursuivre ses progrès¹. »

* * *

¹Rapport annuel 2001-2002, Commissariat à l'information du Canada, p. 144-146.

I. Organisation du bureau de l'AIPRP et mise en application des Lois

Organisation

1. Le directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
2. Le directeur de l'AIPRP relève du directeur général des Services exécutifs. Outre le directeur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international et le directeur général des Services exécutifs disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2)m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
3. À part le directeur, le Bureau de l'AIPRP a un effectif de six agents, de trois employés de soutien et de plusieurs consultants qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de fonctions directement liées à ces deux domaines. Tous les membres du Bureau sont des spécialistes de l'AIPRP dont les postes ne sont pas permutants. Toutefois, la moitié des agents ont acquis beaucoup d'expérience à l'étranger. Cette composition du personnel assure un équilibre approprié entre le besoin de continuité dans la gestion d'une charge de travail d'AIPRP en expansion constante et la nécessité d'une expérience approfondie des politiques et du fonctionnement d'un grand ministère polyvalent.
4. Les estimations des traitements et frais de fonctionnement du Bureau de l'AIPRP qui figurent dans les statistiques jointes au présent rapport regroupent les chiffres concernant les activités qui relèvent aussi bien de la *Loi sur l'accès à l'information* que de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La répartition de ces chiffres entre les deux lois serait extrêmement malaisée.

* * *

II. Activités principales du bureau de l'AIPRP

1. L'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux deux *lois*.
2. Des consultations avec les gouvernements étrangers, par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.
3. Les demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers.
4. La collecte, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, de renseignements commerciaux fournis à titre confidentiel par des entreprises canadiennes ayant des activités à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Si, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte en conséquence les parties intéressées avant de communiquer un document quelconque.
5. La réponse à des demandes de divulgation de renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux aux termes de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
6. La promotion d'une meilleure connaissance des deux *lois* grâce à l'organisation de séances d'information et à la prestation de conseils aux services ministériels sur le respect des deux *lois*.
7. La surveillance de l'observation par le Ministère des deux *lois*, de leurs règlements d'application et des procédures et politiques pertinentes. Le Bureau de l'AIPRP à Ottawa répond à toutes les demandes présentées au Ministère au Canada ou aux missions canadiennes à l'étranger.
8. L'examen des documents du Ministère avant leur envoi aux Archives nationales.

* * *

III. Autres responsabilités

Étant donné son rôle international, le ministère des Affaires étrangères a des défis particuliers à relever dans l'application de la législation sur l'AIPRP. En effet, la divulgation à mauvais escient de renseignements délicats pourrait gravement compromettre les intérêts d'autres États et d'organisations internationales. Si de tels renseignements ne sont pas adéquatement protégés, des préjudices graves peuvent en découler, non seulement dans les relations du Canada avec la partie touchée, mais aussi dans ses relations avec d'autres pays, qui risquent d'avoir des réticences à communiquer des dossiers intéressant les Canadiens.

La règle générale, dans les relations entre États et lors de la participation du Canada aux délibérations d'organisations internationales ou d'organismes multilatéraux, est que les communications entre gouvernements sont privées. Les lois canadiennes, conçues pour les besoins intérieurs, doivent être appliquées judicieusement si le Canada veut conserver la confiance des gouvernements et des organisations avec lesquels il traite. En même temps, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international possède des données et d'autres renseignements fournis, ordinairement à titre confidentiel, par des gouvernements provinciaux, d'autres ministères fédéraux et le secteur privé canadien.

Consultation

Le gouvernement du Canada détient des documents et renseignements reçus à titre confidentiel de gouvernements étrangers et d'organisations internationales. Les autres institutions fédérales sont encouragées à consulter le Ministère pour établir le niveau de confidentialité des renseignements de source étrangère ou pour déterminer dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. De telles consultations peuvent être longues et complexes. Le Bureau de l'AIPRP est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, qui s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.

Le Ministère recueille également, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, un volume appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis à titre confidentiel par des entreprises ayant des activités à l'étranger. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer quelque document que ce soit.

Demandes d'organismes d'enquête

Le Bureau de l'AIPRP a traité 138 demandes de divulgation d'information présentées aux termes de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ceci représente une baisse de 22,0 % par rapport à l'exercice précédent.

Accès amélioré

Programme d'examen des dossiers

En 2001-2002, le Bureau de l'AIPRP a examiné, dans le cadre de ce programme, environ 350 000 pages d'anciens dossiers du Ministère avant de les transférer aux Archives nationales. Grâce à ce programme assez particulier, le Ministère rend public chaque année un certain nombre de dossiers, mettant ainsi à la disposition des chercheurs un volume toujours plus grand d'information sur le rôle du Canada dans la conduite des affaires internationales.

Section historique – Programme d'accès non officiel

Ce programme donne aux universitaires et aux chercheurs sérieux la possibilité de consulter des dossiers détenus par le Ministère à des fins professionnelles. Avec le concours des différentes directions, il est parfois possible ainsi de faciliter l'accès aux dossiers du Ministère, en dehors du cadre officiel de la *Loi sur l'accès à l'information*, sans pour autant compromettre le caractère confidentiel des renseignements délicats.

Accès non officiel

Le bureau de l'AIPRP a répondu à plusieurs demandes d'accès non officiel à des renseignements. Des demandes non officielles sont également adressées à des directions du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque principale du Ministère (qui est située au Rez-de-Chaussée de l'édifice pour faciliter l'accès au public), ainsi qu'aux missions à l'étranger. Les agents ministériels sont encouragés à envisager de répondre à ces demandes non officielles. L'AIPRP tient en outre un site Web où sont placées des descriptions des demandes après leur traitement, afin de renseigner le public sur les renseignements déjà divulgués par le Ministère. Ce site se trouve à <http://www.dfait-maeci.gc.ca/departement/privacy/menu-fr.asp>.

Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public près des locaux du Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère et d'autres documents y sont à la disposition du public et des personnes qui souhaitent consulter sur place des documents rendus publics sans avoir à acquitter des frais de photocopie.

IV. Défis

Le nombre de demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels a continué à s'accroître rapidement, de même que les demandes de consultation provenant d'autres ministères et de gouvernements étrangers. On peut s'attendre à ce que l'intérêt porté à l'information détenue par le Ministère continue à croître, au fur et à mesure que le public en prend conscience.

Le Ministère a également d'autres défis à relever, qui ne touchent peut-être pas d'autres ministères fédéraux :

1. La nécessité d'obtenir des documents détenus dans des missions diplomatiques à l'étranger pour répondre aux demandes;
2. L'importante proportion de cas exigeant la consultation de tiers, d'autres gouvernements, d'organisations internationales et d'organismes multilatéraux;
3. La complexité et la nature délicate des demandes reçues.

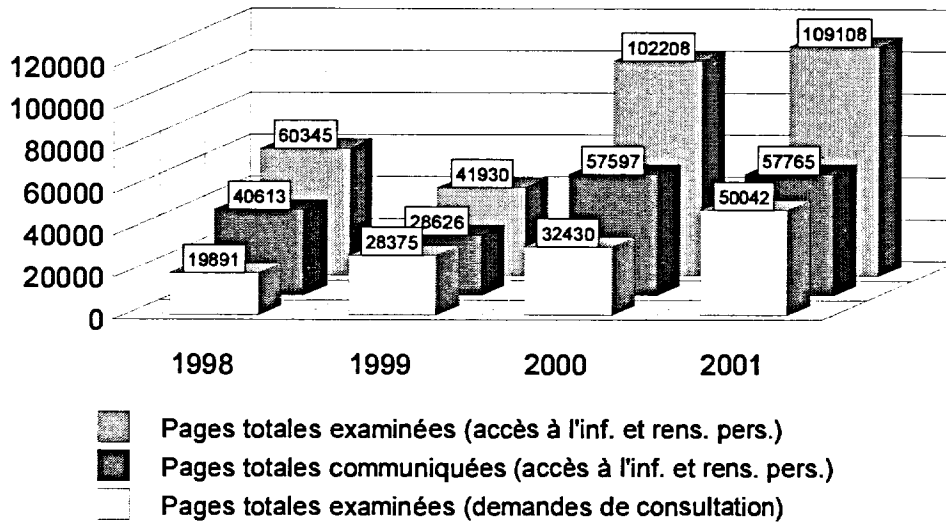
De plus, compte tenu des responsabilités du Ministère, ses employés doivent souvent réagir rapidement à des crises internationales urgentes. Ainsi, le Ministère se trouve quotidiennement dans l'obligation de s'occuper sur-le-champ et de situations urgentes et de demandes prioritaires d'accès à l'information.

V. Progrès réalisés

Le Commissaire à l'information a accordé au Ministère une note de "D" dans son rapport annuel - une nette amélioration comparée au "F" des trois années précédentes. Il a reconnu l'excellent travail du bureau et du Ministère. Ceci est le reflet du fait que 85% des demandes ont été traitées et les renseignements divulgués à temps.

Au cours du dernier exercice, la Direction de l'AIPRP a examiné au total 159 150 pages d'information, dont 104 110 en réponse à des demandes d'accès à l'information, 4 998 en réponse à des demandes de renseignements personnels et 50 042 en réponse à des demandes de consultation. Par comparaison, le total de l'année dernière était de 134 638. Il y a donc eu une hausse de 18,2 %. Au total, 57 765 pages ont été communiquées en 2001-2002, soit 36,3 % des pages examinées dans le cadre des demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels (le pourcentage de l'année dernière était légèrement supérieur, à 42,7 %). Sur ce nombre, 53 784 pages ont été communiquées en réponse à des demandes d'accès à l'information et 3 981, en réponse à des demandes de communication de renseignements personnels. Le nombre de pages examinées en réponse à ces dernières demandes a baissé par rapport à l'exercice précédent.

Pages examinées et communiquées



Partie I – Accès à l'information

Rapport statistique

On trouvera un rapport statistique détaillé à l'annexe A, à la fin du présent document.

Interprétation/explication

Durant l'exercice 2001-2002, le Ministère a reçu 496 nouvelles demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, qui se sont ajoutées à 125 demandes reportées de l'exercice précédent. Sur ce total de 621 demandes, 478 ont été traitées pendant la période visée par ce rapport et 143 ont été reportées. Dans l'ensemble, 204 demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 69 autres, en moins de 60 jours. Il a fallu plus de 60 jours pour traiter les demandes restantes (209).

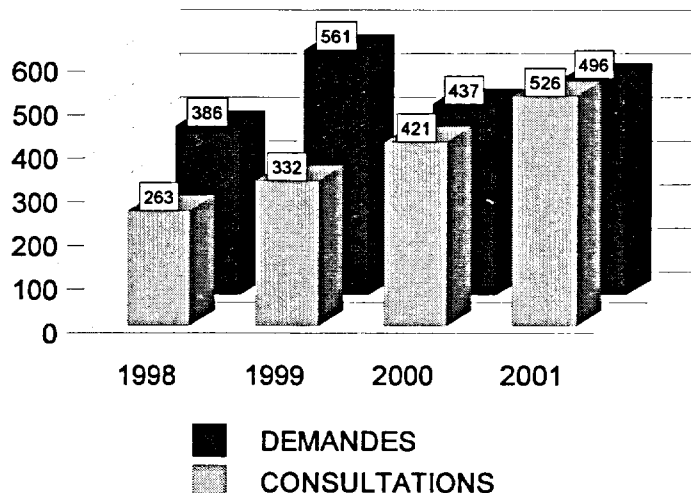
Demandes traitées

Les demandes traitées se répartissaient comme suit :

Communication totale	82
Communication partielle	207
Aucune communication (exemption)	16
Aucunes communications (exclusion)	2
Transmission	14
Traitement impossible	85
Désistement	64
Traitement non officiel	8
TOTAL	478

Le rapport statistique ne tient pas compte des 526 demandes de consultation que d'autres ministères et d'autres gouvernements ont adressées au Ministère. Ce chiffre représente une hausse de 24,9 % par rapport à l'an dernier, qui a suivi une autre hausse de 26,8 % l'exercice précédent.

DEMANDES/CONSULTATIONS

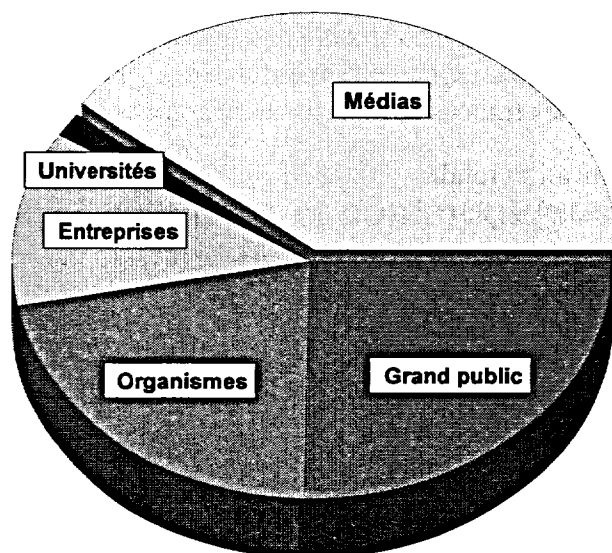


Demandeurs

La ventilation des demandeurs présentée ci-dessous ne renseigne pas nécessairement sur les utilisateurs ultimes de l'information. L'identité de ces utilisateurs doit être déduite des renseignements contenus dans les demandes d'accès. La ventilation est la suivante :

Médias	196
Universités	8
Entreprises (demandeurs professionnels inclus)	59
Organismes (députés inclus)	107
Grand public	126

Les demandes provenant des médias ont augmenté de 87 % et celles du public, de 26 %, tandis que les demandes des entreprises ont baissé de près de 50 % et que celles des organismes (y compris les députés) et les universités restaient à peu près les mêmes.



Plaintes

Sur les 48 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère, 41 ont été présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Parmi ces plaintes, 6 (par rapport à 24 l'année précédente) portaient sur des retards. Après enquête, 28 des plaintes concernant l'accès à l'information ont été considérées comme réglées, 8 ont été jugées sans fondement et il y a eu 7 désistements.

Affaires portées devant la Cour fédérale

En 2001-2002, aucune nouvelle demande n'a été déposée en vertu de l'article 41 de la *Loi sur l'accès à l'information*. Toutefois, 4 demandes étaient encore à l'étude.

Partie II – Protection des renseignements personnels

Rapport statistique

On trouvera un rapport statistique détaillé à l'annexe B, à la fin du présent document.

Interprétation/explication

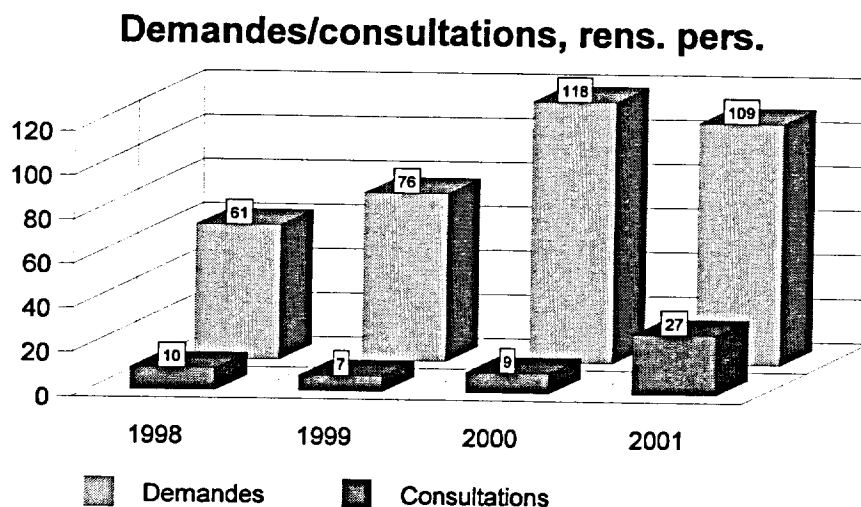
Durant l'exercice 2001-2002, le Ministère a reçu 109 demandes de communication de renseignements personnels (baisse de 7,6 % par rapport à l'année précédente), auxquelles se sont ajoutées 12 demandes reportées de l'exercice précédent. Sur ces 121 demandes, 100 ou 82 % ont été traitées pendant l'exercice.

Demandes traitées

Ces demandes se répartissaient comme suit :

Communication totale	48
Communication partielle	28
Aucune communication (exclusion)	0
Aucune communication (exemption)	1
Traitement impossible	14
Désistement	5
Transmission	4
TOTAL	100

Parmi les demandes traitées, 75 ont fait l'objet d'une réponse en 30 jours ou moins, 13 en 60 jours ou moins et 12 en plus de 60 jours.



Plaintes

Sur les 48 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère, 7 ont été présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Parmi ces 7 plaintes, 4 concernaient des retards (en baisse par rapport aux 22 de l'année précédente). Sur les 28 plaintes traitées qui avaient été présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (dont 23 étaient reportées de l'exercice précédent), 22 ont été considérées réglées et 6 ont été jugées sans fondement.

Demandes de correction de renseignements

Au cours de la période visée par le présent rapport, il n'y a eu aucune demande de correction de renseignements détenus par le Ministère.

À titre de conseiller principal du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) fournit régulièrement des avis et des conseils sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris le traitement et la protection des renseignements figurant dans les dossiers des employés et des renseignements personnels recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des séances d'information internes périodiques et l'expérience acquise à la faveur de la formation et du traitement des dossiers ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les services ministériels, au Canada comme à l'étranger, consultent de plus en plus souvent le Bureau de l'AIPRP au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau traite également les demandes non officielles de communication de renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels

Comme le Ministère se prépare à respecter les exigences futures relatives à l'évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels, plusieurs secteurs de programmes ont déjà entrepris des évaluations. De son côté, le Bureau de l'AIPRP se prépare à participer pleinement à des séances d'information sur cette question.

Voies officielles et non officielles

Il n'y a eu aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel à titre non officiel et habituellement sans passer par le Bureau de l'AIPRP. Les demandes provenant de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles que non officielles.

Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)e)

Le Ministère a reçu des organismes d'enquête fédéraux 138 demandes de divulgation présentées en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Elles ont toutes été traitées conformément à la Loi. Ce chiffre représentait une baisse de 22 %.

Usage et divulgation

Comme le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a causé aucune difficulté.

Affaires portées devant la Cour fédérale

La Cour fédérale n'a reçu aucune nouvelle demande durant l'exercice 2001-2002.

ANNEXE "A"

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE			Reporting period / Période visée par le rapport 4/1/2001 to/à 3/31/2002	
Media / Médias 196	Academic / Secteur universitaire 8	Business / Secteur commercial 59	Organization / Organisme 107	Public 126

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	496
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	125
TOTAL	621
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	478
Carried forward / Raportées	143

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	82	6. Unable to process / Traitement impossible	85
2. Disclosed in part / Communication partielle	207	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	64
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	2	8. Treated informally / Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	16	TOTAL	478
5. Transferred / Transmission	14		

III Exemptions invoked / Exemptions

Art. 13(1)(a)	93	S. Art. 16(1)(a)	37	S. Art. 18(b)	2	S. Art. 21(1)(a)	128
(b)	16	(b)	5	(c)	0	(b)	105
(c)	12	(c)	11	(d)	2	(c)	52
(d)	19	(d)	0	S. Art. 19(1)	168	(d)	4
Art. 14	37	S. Art. 16(2)	7	S. Art. 20(1)(a)	22	S. Art. 22	0
15(1) International rel. / Relations intern.	20	S. Art. 16(3)	0	(b)	74	S. Art. 23	43
Defence / Défense	152	S. Art. 17	8	(c)	57	S. Art. 24	0
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	5	(d)	27	S. Art. 25	1

IV Exclusions cited / Exclusions citées

Art. 69(a)	1	S. Art. 69(1)(c)	3
(b)	1	(d)	18
(c)	0	(e)	7
Art. 69(1)(a)	24	(f)	0
(b)	0	(g)	31

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	204
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	65
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	103
121 days or over / 121 jours et plus	106

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	35	115
Consultation	18	70
Third party / Tiers	9	17
TOTAL	62	202

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de communication

Copies given / Copies de l'original	285
Examination / Examen de l'original	4
Copies and examination / Copies et examen	4

X Fees / Frais

Net fees collected / Frais nets perçus			
Application fees / Frais de la demande	\$2,565.00	Preparation / Préparation	\$0.00
Production	\$1,690.80	Computer processing / Traitement informatique	\$0.00
Searching / Recherche	\$3,543.00	TOTAL	\$7,798.80
Fees waived / Dépense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$5.00 or under / \$ ou moins		110	\$660.20
Over \$25.00 / Plus de 25 \$		44	\$8,171.50

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)	
Salary / Traitement	572,499.0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	262,476.0
TOTAL	834,975.0
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	11.00

ANNEXE "B"

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution: **DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE**

Reporting period / Période visée par le rapport: **4/1/2001 to/à 3/31/2002**

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	109
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	12
TOTAL	121
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	100
Carried forward / Reportées	21

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	48
2. Disclosed in part / Communication partielle	28
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process / Traitement impossible	14
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	5
7. Transferred / Transmission	4
TOTAL	100

III Exemptions Invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	6
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	1
S. Art. 22(1)(a)	5
(b)	4
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	2
S. Art. 26	28
S. Art. 27	2
S. Art. 28	0

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	75
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	13
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	6
121 days or over / 121 jours ou plus	6

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	8	0
Consultation	5	0
Translation / Traduction	0	0
TOTAL	13	0

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	75
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)	
Salary / Traitement	572,499.0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	262,476.0
TOTAL	834,975.0
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	11.00

Annexe C

Responsabilités obligatoires du Ministère

aux termes de la Loi sur le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

(1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le ministre :

- (a) dirige les relations diplomatiques et consulaires du Canada;
- (b) est chargé des communications officielles entre le gouvernement du Canada, d'une part, et les gouvernements étrangers ou les organisations internationales, d'autre part;
- (c) mène les négociations internationales auxquelles le Canada participe;
- (d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;
- (e) stimule le commerce international du Canada;
- (f) a la tutelle de l'Agence canadienne de développement international;
- (g) coordonne les orientations données par le gouvernement du Canada aux chefs des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
- (h) assure la gestion des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
- (i) assure la gestion du service extérieur;
- (j) encourage le développement du droit international et son application aux relations extérieures du Canada;
- (k) exerce tous autres pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués de droit.

Programmes

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en œuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment :

(a) de stimuler le commerce international du Canada;

(b) d'aider les pays en voie de développement.

Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

(a) en aidant les exportateurs canadiens dans leurs initiatives de commercialisation sur les marchés extérieurs et en favorisant l'accroissement des exportations;

(b) en facilitant, par voie de négociations, la pénétration des denrées, produits et services canadiens dans les marchés extérieurs;

(c) en stimulant les relations commerciales avec les autres pays;

(d) en concourant à l'amélioration de la situation du commerce mondial.

* * *

DOCS
CA1
EA
A13
EXF
2002

C-1

Department of Foreign Affairs and International Trade

Access to Information and Privacy Protection

Annual Report 2001-2002

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

DEC 10 2002

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

October, 2002

Table of Contents

	Page
Context	4
I. Organization of the ATIP Office and Implementation of the two Acts	6
II. Main Activities of the ATIP office	7
III. Additional Responsibilities	8
IV. Challenges	10
V. Progress	11
Part I - Access to Information	
Interpretation/Explanation	12
Requests Processed	12
Requesters	13
Complaints	14
Applications to the Federal Court	14
Part II - Privacy	
Interpretation/Explanation	15
Requests Processed	15
Complaints	16
Requests for Correction of Information	16
Privacy Impact Assessments	16
Formal/Informal Interface	16

Disclosure under Section 8(2)(e) 17

Use and Disclosure 17

Applications to the Federal Court 17

Annex A - Statistical Report on the *Access to Information Act*

Annex B - Statistical Report on the *Privacy Act*

Annex C - Mandated Responsibilities of the Department

Context

THE ATIP OFFICE AT THE DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE

Just as the Department of Foreign Affairs and International Trade serves as a filter between domestic political considerations and international realities, so the ATIP office at the Department of Foreign Affairs and International Trade serves as a funnel between the Department and requesters. But the Department extends from Ottawa to Missions around the globe, and the ATIP office has, therefore, a particular and sometimes difficult role to play

Array of subjects

Requests in 2001-2002 covered a great array of subjects: immediate political events, such as September 11, consular cases (Canadians in trouble overseas), NAFTA issues, financial questions, import and export problems, Canadian relations with various countries, passport information, personnel questions, ambassadorial appointments, human rights, flights of foreign aircraft over Canada, provincial relations with foreign countries, NORAD, KYOTO, the G-8, the e-mails of departmental managers, diplomatic immunity and others.

One example, among many, of an issue of particular interest to Canadians, was the death of an Ottawa citizen and the trial of the Russian diplomat involved. The sensitivities of the families, as well as those of foreign governments, required particularly careful consideration in reviewing close to 9,000 pages of documents.

Challenges within the Department

Officers and staff move frequently in this Department, from assignments at Headquarters to positions at Canadian missions abroad and back, and it is up to the ATIP office to ensure that continuity of information and awareness of the legal obligations imposed by the *Act* are preserved. Raising awareness of the two *Acts* among colleagues is an important objective. In an era of exponentially-increasing information-flow, the Department of Foreign Affairs and International Trade, like other departments, is revising its records management and information storage systems. In this context, the ATIP office is working hard to remind officers of the importance of good record and information management and encouraging colleagues to record and save all records related to their work.

Given the ever-increasing overall number of requests (see chart, covering fiscal years 1998-2002, on page 12), consultation requests and total number of pages reviewed (see chart on page 11), it has been a priority to increase the efficiency of the ATIP office. To this end, in 2001-2002, a new Procedures Manual was initiated following a complete process review, and our use of specialised computer programmes and communications tools are also being reviewed carefully to ensure maximum efficiency.

Requesters

During this fiscal year, requesters (see chart on page 13) were frequently members of the media - as is clear from the 86 % increase in requests from this group. This reflects the interest of Canadians in the work of this Department, and its involvement in many key issues of concern to the public.

Report Card

Beginning in 1999, the Information Commissioner of Canada introduced a new approach to monitoring the work of federal departments. This Department, along with others, was chosen as a focus of scrutiny and has continued to be subject to this review annually. During this period, the Department greatly improved its capacity for timely response to requests, and these efforts were recognized this year by the Commissioner, who applauded the increase in requests completed on time: "The Department of Foreign Affairs and International Trade has made progress in reducing the number of requests that are answered beyond the time requirements of the *Access to Information Act*. (...) Senior Management of DFAIT and the staff of the ATIP Division are recognized for their hard work and sustained effort (...) The Department is encouraged to sustain its progress"¹.

* * *

¹Annual Report Information Commissioner 2001-2002, pp. 144-146.

I. Organization of the ATIP office and Implementation of the two Acts

Organization

1. The Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office of the Department) has been delegated full authority to exercise the powers of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*.
2. The ATIP Director reports to the Director General of the Executive Services Bureau. In addition to the ATIP Director, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade, and the Director General of the Executive Services Bureau are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the *Privacy Act*.
3. In addition to the Director, the ATIP Office has a complement of six officers, three support staff and various consultants, all of whom are dedicated to access, privacy and directly related issues on a full-time basis. All are ATIP specialists, not available for appointment to positions abroad, although fully half the officers have had considerable overseas experience. This reflects an appropriate balance between the need for continuity in managing an ever-expanding ATIP workload and detailed practical knowledge of the policies and working practices of a large and multifaceted Department.
4. The estimates of salary and operations for the ATIP Office found in the statistical record included in this report combine figures for operations under both the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* since a breakdown for each Act is not practical.

* * *

II. Main Activities of the ATIP office

1. The development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department's compliance with both *Acts*.
2. Consultations with foreign governments, through Canadian posts abroad or resident foreign missions in Canada.
3. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents.
4. Collection, under various legislative authorities or otherwise, of commercial information in confidence from Canadian companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before considering disclosure of any records.
5. Response to requests for release of personal information to federal investigative agencies under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*.
6. Promoting awareness of both *Acts* through briefings and guidance to departmental units on compliance with the legislation.
7. Monitoring departmental compliance with both *Acts*, accompanying regulations and relevant procedures and policies. All requests submitted to the Department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the ATIP Office in Ottawa.
8. Screening Departmental records prior to transfer to the National Archives.

* * *

III. Additional Responsibilities

Due to the international role of the Department of Foreign Affairs, the Department faces special challenges in the administration of the ATIP legislation. The interests of other states and international organizations would be seriously affected were sensitive information released inappropriately. If such information is not properly protected, significant damage could result - not only in respect of Canada's relations with the affected party, but with others who may be less forthcoming in future matters of interest to Canadians.

The broad rule on state-to-state relations, and Canadian participation in deliberations of international organizations or multilateral bodies, is that communications between and among governments are private. The Canadian legislation, designed for domestic circumstances, must therefore be applied judiciously to retain the trust of other governments and organizations with which Canada deals. Similarly, the Department of Foreign Affairs and International Trade holds data and information provided, usually in confidence, by provincial governments in Canada, by other federal departments and by the Canadian business sector.

Consultation

The Canadian government holds records and information received in confidence from foreign governments and international organizations. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of the Department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of Canada's international affairs. These consultations can be lengthy and complex. The ATIP Office is responsible for consultations with foreign governments and international organizations, which are normally undertaken through Canadian posts abroad or, at times, through foreign missions resident in Canada.

The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information obtained in confidence from Canadian companies operating abroad. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested third parties before disclosing records.

Requests from Investigative Bodies

The ATIP Office processed 138 requests for disclosure of information under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*. This is a 22.0% decrease in numbers over the last fiscal year.

Enhanced Access

Screening Program

In 2001-2002, this program involved the screening of approximately 350,000 pages of historical departmental records prior to transfer to the National Archives. This unique program allows the department to release records each year that facilitate research access to greater volumes of information concerning Canada's conduct of international relations.

Historical Section: Informal Access Program

This program provides an avenue for academics and serious researchers who seek access to records held by the department in order to carry out to their work. With the assistance of departmental divisions, access to records held by the Department is expedited outside the formal framework of the *Access to Information Act* while ensuring that sensitive information remains protected.

Informal Access

The ATIP Office responded to a number of requests for informal access to information. Informal requests are also addressed to divisions within the Department, the Media Relations Office, the main departmental library which is located on the main floor of the building for enhanced public access, or to missions abroad. Departmental officers are encouraged to consider responding to informal requests for information. An ATIP website is also maintained, where descriptions of requests are placed once processing has been finalized, to allow the public to see what has been previously released: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/department/privacy/menu-en.asp>

Reading Room

A reading room is available adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals and other documents are available to members of the public and requesters who wish to examine material being disclosed, rather than paying photocopying fees.

IV. Challenges

Both the number of access to information requests and requests to the Department for personal information have continued to increase rapidly, as have the number of consultation requests from other departments and foreign governments. It is anticipated that interest in information held by the Department will continue to grow as public awareness also increases.

The Department also faces certain challenges that may not affect other federal departments, including:

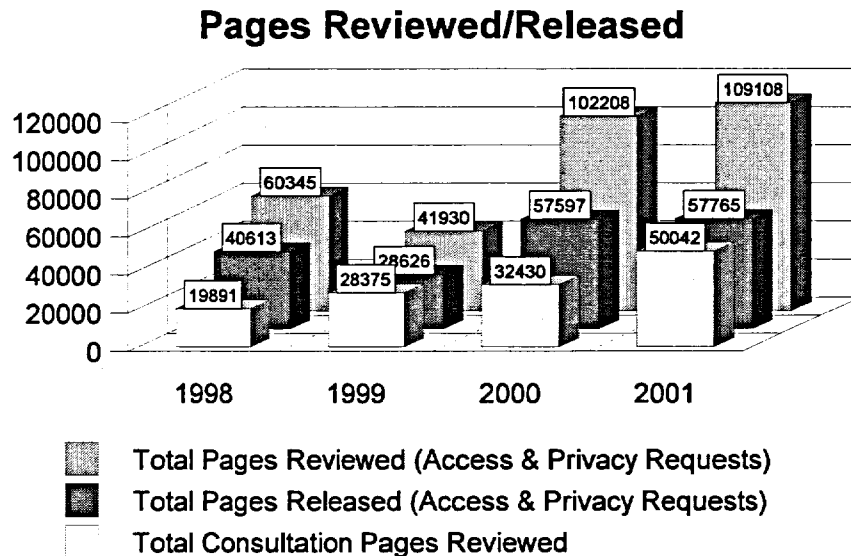
1. the need to obtain documents held at diplomatic missions overseas in order to respond to requests
2. the high volume of cases requiring consultation with third parties and other governments and international organizations or multilateral bodies
3. the complexity and sensitivity of requests received

Furthermore, given the nature of the Department's work, employees must often deal rapidly with urgent international crises. Thus, the Department must regularly balance the competing priorities of response to an urgent situation on the one hand with requests for access to information on the other.

V. Progress

The Information Commissioner awarded the ATIP office of the Department a “D” grade in his annual Report Card rating - a substantial improvement over the “F” of the three previous years - and recognized the hard work of the office and of the Department. This reflects the fact that close to 85% of requests were processed and released within required time-frames.

Over the course of the last fiscal year, the ATIP division reviewed 159,150 pages of information in all, of which 104,110 in response to access to information requests, 4,998 to requests for personal information, and 50,042 to consultation requests. This overall total was up from 134,638 last year, an increase of 18.2%. 57,765 pages in all were released in 2001-2002, representing 36.3% of the pages reviewed in the context of both access requests and requests for personal information, a slight drop from last year’s 42.7%. 53,784 pages were released in response to access requests and 3,981 in response to requests for personal information. The number of pages reviewed in response to requests for personal information dropped in comparison to the previous fiscal year.



Part I - Access to Information

Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex A.

Interpretation/Explanation

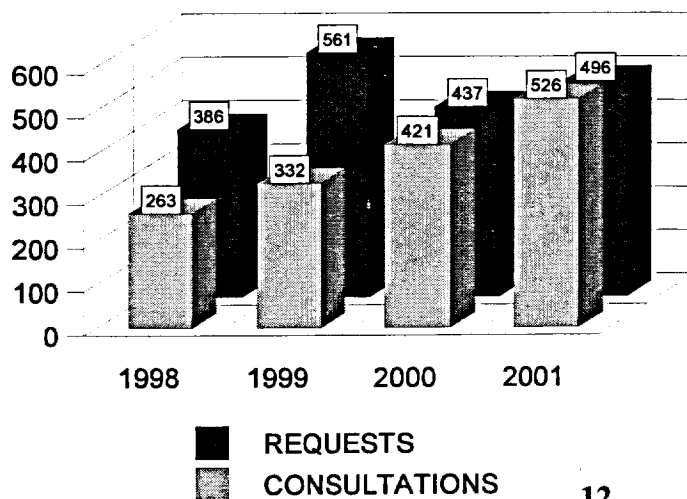
During fiscal year 2001-2002, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 496 new requests pursuant to the *Access to Information Act*. 125 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 621 requests, 478 were completed during the period of this report and 143 were carried forward. 204 requests were completed in 30 days or less and a further 65 were completed in less than 60 days. The remainder (209) required more than 60 days to complete.

Requests Processed

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	82
Disclosed in part	207
Nothing disclosed (exempt)	16
Nothing disclosed (excluded)	2
Transferred	14
Unable to process	85
Abandoned	64
Treated informally	8
TOTAL COMPLETED	478

REQUESTS/CONSULTATIONS



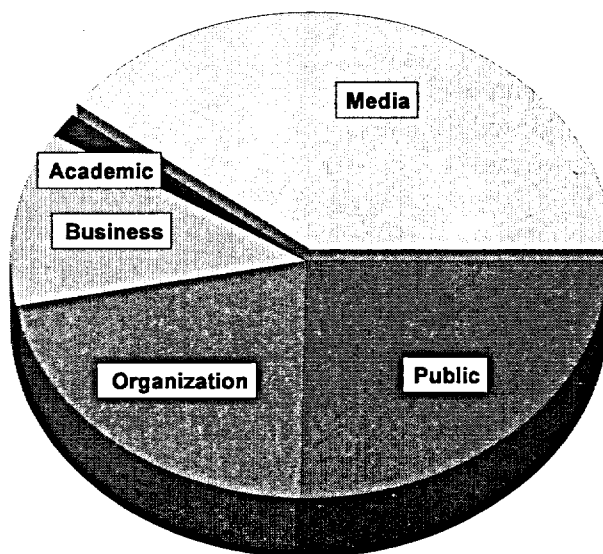
The statistical report does not reflect consultation requests, of which the Department received 526 from other departments and other governments, a 24.9% increase from last year - this following a 26.8% increase in the previous fiscal year.

Requesters

The following summary description of requesters does not necessarily describe the persons to whom the released documents are destined. The identity of the latter must be inferred from information provided with the access to information request. The breakdown is as follows:

Media	196
Academic	8
Business (including professional requesters)	59
Organizations (including Members of Parliament)	107
Public	126

Requests from members of the media increased by 87% and from the public by 26%, whereas those from businesses dropped by close to 50% and those from organizations (including Members of Parliament) and academics remained static.



Complaints

Of the 48 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department, 41 were under the *Access to Information Act*.

6 of the complaints under the *Access to Information Act* concerned delays (down from 24 in the previous year). Upon investigation, 28 of the access to information complaints were considered to be resolved, 8 were judged to be not substantiated and 7 were discontinued.

Applications to the Federal Court

During 2001-2002, no new applications were filed pursuant to section 41 of the *Access to Information Act*. However, 4 applications were still under consideration.

Part II - Privacy

Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex B.

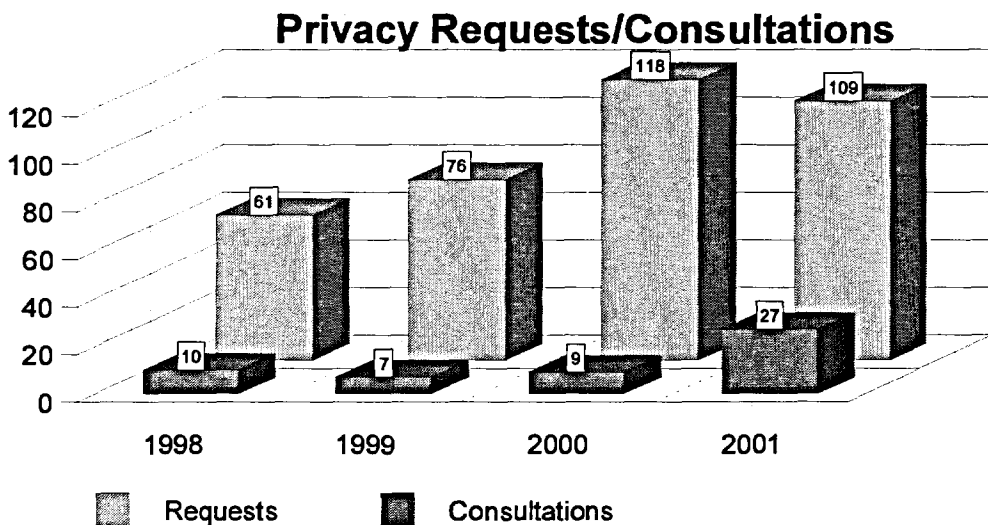
Information/Explanation

During the fiscal year 2001-2002, 109 Privacy requests were received by the Department, a drop of 7.6%. 12 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 121 requests, 100, representing 82%, were completed during the reporting year.

Requests Processed

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	48
Disclosed in part	28
Nothing disclosed (excluded)	0
Nothing disclosed (exempt)	1
Unable to process	14
Abandoned	5
Transferred	4
TOTAL COMPLETED	100



75 of the completed requests were answered within 30 days, 13 took up to 60 days and 12 exceeded 60 days.

Complaints

Of the 48 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department, 7 were under the *Privacy Act*.

4 of the complaints under the *Privacy Act* concerned delay (down from 22 in the previous year). Of the 28 *Privacy Act* complaints completed (of which 23 were carried over from the previous fiscal year), 22 were considered to be resolved and 6 were considered not substantiated.

Requests for Correction of Information

No requests for correction of information held by the Department were received during the period of this report.

As Senior Advisor on privacy issues to the Department, the Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office) regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files as well as personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulated experience, from training and individual file processing, are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the *Privacy Act*. The ATIP Office is consulted with increasing frequency by departmental units at headquarters and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks are also handled in the ATIP Office.

Privacy Impact Assessments

As the Department prepares to comply with future requirements for Privacy Impact Assessments, work is underway in many program areas to prepare assessments, and the ATIP Office has been readying itself to participate fully in briefings and information sessions on this subject.

Formal/Informal Interface

There has been no change since the last report. Employees of the Department continue to be able to have access to personnel files on an informal basis, usually without recourse to the ATIP Office. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible, formally and informally.

Disclosures under 8(2)(e)

138 requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act* were received by the Department from federal investigative bodies and all were processed in accordance with the *Act*. This is a drop of 22%.

Use and Disclosure

As the Department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

Applications to the Federal Court

The Federal Court received no new applications during fiscal year 2001-2002.

ANNEX "A"

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution	DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE			Reporting period / Période visée par le rapport	4/1/2001 to/à 3/31/2002	
Source	Media / Médias	Academia / Secteur universitaire	Business / Secteur commercial	Organization / Organisme	Public	
	196	8	59	107	126	

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	496
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	125
TOTAL	621
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	478
Carried forward / Reportées	143

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	82	6. Unable to process / Traitement impossible	85
2. Disclosed in part / Communication partielle	207	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	64
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	2	8. Treated informally / Traitement non officiel	8
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	16	TOTAL	478
5. Transferred / Transmission	14		

III Exemptions Invoked / Exemptions

S. Art. 13(1)(a)	93	S. Art. 16(1)(a)	37	S. Art. 18(b)	2	S. Art. 21(1)(a)	128
(b)	16	(b)	5	(c)	0	(b)	105
(c)	12	(c)	11	(d)	2	(c)	52
(d)	19	(d)	0	S. Art. 19(1)	168	(d)	4
S. Art. 14	37	S. Art. 16(2)	7	S. Art. 20(1)(a)	22	S. Art. 22	0
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	20	S. Art. 16(3)	0	(b)	74	S. Art. 23	43
Defence / Défense	152	S. Art. 17	8	(c)	57	S. Art. 24	0
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	5	(d)	27	S. Art. 26	1

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	1	S. Art. 69(1)(c)	3
(b)	1	(d)	18
(c)	0	(e)	7
S. Art. 69(1)(a)	24	(f)	0
(b)	0	(g)	31

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	204
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	65
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	103
121 days or over / 121 jours et plus	106

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	35	115
Consultation	18	70
Third party / Tiers	9	17
TOTAL	62	202

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de communication

Copies given / Copies de l'original	285
Examination / Examen de l'original	4
Copies and examination / Copies et examen	4

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais nets perçus	
Application fees / Frais de la demande	\$2,565.00
Reproduction	\$1,690.80
Searching / Recherche	\$3,543.00
Fees waived / Dispense de frais	
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins	110
Over \$25.00 / De plus de 25 \$	44
Preparation / Préparation	\$0.00
Computer processing / Traitement informatique	\$0.00
TOTAL	\$7,798.80
No. of times / Nombre de fois	\$
	\$660.20
	\$8,171.50

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)	
Salary / Traitement	572,499.0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et main-ten)	262,476.0
TOTAL	834,975.0
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	11.00

ANNEX "B"

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution: DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE

Reporting period / Période visée par le rapport: 4/1/2001 to/à 3/31/2002

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	109
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	12
TOTAL	121
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	100
Carried forward / Reportées	21

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	48
2. Disclosed in part / Communication partielle	28
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process / Traitement impossible	14
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	5
7. Transferred / Transmission	4
TOTAL	100

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	6
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	1
S. Art. 22(1)(a)	5
(b)	4
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	2
S. Art. 26	28
S. Art. 27	2
S. Art. 28	0

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	75
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	13
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	6
121 days or over / 121 jours ou plus	6

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	8	0
Consultation	5	0
Translation / Traduction	0	0
TOTAL	13	0

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	75
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

X Costs / Coûts

	Financial (all reasons) / Financiers (raisons) (\$000)
Salary / Traitement	572,499.0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	262,476.0
TOTAL	834,975.0
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	11.00

Annex C

Mandated Responsibilities of the Department

as set out in the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*

(1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to the conduct of the external affairs of Canada, including international trade and commerce and international development.

(2) In exercising his powers and carrying out his duties and functions under this Act, the Minister shall

(a) conduct all diplomatic and consular relations on behalf of Canada;

(b) conduct all official communication between the Government of Canada and the government of any other country and between the Government of Canada and any international organization;

(c) conduct and manage international negotiations as they relate to Canada;

(d) coordinate Canada's international economic relations;

(e) foster the expansion of Canada's international trade and commerce;

(f) have the control and supervision of the Canadian International Development Agency;

(g) coordinate the direction given by the Government of Canada to the heads of Canada's diplomatic and consular missions;

(h) have the management of Canada's diplomatic and consular missions;

(i) administer the foreign service of Canada;

(j) foster the development of international law and its application in Canada's external relations;
and

(k) carry out such other duties and functions as are by law assigned to him.

Programs

(3) The Minister may develop and carry out programs related to the Minister's powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad including:

- (a) the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce; and
- (b) the provision of assistance for developing countries.

Subject to section 5, the Minister for International Trade shall promote the expansion of Canada's international trade and commerce by

- (a) assisting Canadian exporters in their international marketing initiatives and by promoting Canadian export sales;
- (b) improving the access of Canadian produce, products and services into external markets through trade negotiations;
- (c) fostering trade relations with other countries; and
- (d) contributing to the improvement of world trading conditions.

* * *

Access to information and
privacy protection annual
report